

L'armée a occupé sans coup férir une des dernières villes contrôlées par les Kurdes

L'armée iranienne a occupé, sans coup férir, la ville de Baneh, dans laquelle s'étaient réfugiés les principaux dirigeants kurdes, notamment le cheikh Ezreddine Hossaini et M. Abdoul Rahman Ghassemlou, le secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.). Ces deux personnalités ont réussi à prendre la fuite en Irak, a annoncé la radio de Téhéran. Avec la chute de Baneh, seule la localité de Saracht, elle aussi sur la frontière iranienne, demeure aux mains des rebelles.

La ville de Mahabad est entièrement déserte. Les quelque 100 000 habitants ont pu, en deux heures seulement, organiser leur départ vers le sud et le sud-ouest. Les dirigeants kurdes ayant décidé d'abandonner sans combat la ville, celle-ci est presque intacte. L'armée iranienne se serait abstenue d'y pénétrer. Dans un message radiodiffusé, l'imam Khomeiny a promis aux Kurdes l'égalité des droits, a réitéré son offre d'amnistie générale pour les militants et les combattants du Parti démocratique du Kurdistan

iranien, mais il a lancé un appel pour que les dirigeants traités du P.D.K.I. qui n'ont pas hésité à mettre la région à feu et à sang, allant jusqu'à égarer des Iraniens - soient poursuivis et - châtiés -. Le port-parole du gouvernement, M. Tabatabaï, a, pour sa part, accusé les super-pouvoirs de fomenter des troubles en Iran pour affaiblir le gouvernement. Il a nommé d'un coup désigné l'U.R.S.S. qui aurait envoyé des armes aux insurgés par le truchement de la Bulgarie.

Les faux calculs des rebelles

Il est encore trop tôt pour dresser le bilan de la politique suivie par les dirigeants du mouvement autonomiste kurde, du moins peut-on tenter de dégager les premières leçons d'une entreprise qui vient de se solder par l'effondrement de la résistance des peshmergas (guérilleros) dans les principales villes du Kurdistan iranien.

Une analyse préalable du rapport des forces aurait peut-être pu éviter le désastre militaire. L'armée iranienne paraissait à l'origine, incapable de mater l'insurrection. La pollution, l'indiscipline qui régnait dans ses rangs, le refus de nombre de ses unités, ces derniers mois, d'assumer le rôle de gendarme dans des conflits intérieurs, pouvaient laisser croire qu'elle se cantonnerait dans la prudente neutralité qui fut la sienne depuis l'instauration de la République islamique. Mais force est de constater aujourd'hui que l'ascendant de l'imam Khomeiny demeure sinon intact, du moins prédominant. L'ordre donné par le « guide de la révolution », le 17 août dernier, à l'armée de réduire l'insurrection a été largement suivi. Il a fallu moins de quinze jours aux forces de l'ordre pour s'emparer des divers bastions kurdes.

Les dirigeants du mouvement autonomiste avaient mis sur l'instrument apparent de l'imam Khomeiny et sur le soutien, politique ou militaire, qu'auraient pu leur fournir les diverses formations de l'opposition religieuse ou laïque. Là encore leur optimisme s'est révélé sans fondement. Leurs alliés les plus décidés de l'extrême gauche, en particulier les Fedayin du peuple, ont tout juste réussi à se réfugier dans la clandestinité. Les Mojahidin du peuple (musulmans progressistes) tout autant

favorables à l'autonomie du Kurdistan, ont évacué, sans coup férir, leur quartier général à Téhéran et observent, depuis lors, la silence. Les communistes du Toudeh, qui poursuivent leurs activités dans une semi-illégalité, se contentent de soutenir les « revendications légitimes » du peuple kurde, tout en récusant la démarche du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.). Quant au Front démocratique national de M. Matine-Daftari (centre gauche), dont la manifestation du 12 août avait fourni un prétexte aux intégristes musulmans pour déclencher une offensive générale contre leurs adversaires, il ne donne plus signe de vie après le passage de ses dirigeants dans la clandestinité.

Des revendications excessives ?

La déception des dirigeants kurdes a dû être bien plus profonde devant le retournement de l'ayatollah Taleghani. Considéré comme un homme de gauche, lié aux Mojahidin du peuple, il est, d'une manière générale, favorable aux aspirations des ethnies. Mais, estimant que la persistance de l'insurrection kurde ne pouvait que faire basculer l'Iran dans le camp de la contre-révolution et de l'impérialisme », il a promptement dénoncé les dirigeants du P.D.K.I. comme des « traitres ».

Plus étonnante encore, dans une autre perspective, est l'attitude de l'ayatollah Charfiat-Madari. Libéral de droite, adversaire déclaré de l'imam Khomeiny, il était allié, le mois dernier, jusqu'à menacer de soulever son Azerbaïdjan natal pour empêcher l'adoption d'une Consti-

tution qu'il n'approuve pas. Contre toute attente, il s'est dressé, lui aussi, contre le mouvement autonomiste kurde, qu'il a implicitement accusé d'être d'obédience étrangère. L'ayatollah Charfiat-Madari soupçonnerait en effet l'U.R.S.S. d'aider, par puissance interposée (on cite souvent les noms de la Pologne et de la Tchécoslovaquie) le P.D.K.I. lequel est résolument orienté à gauche.

Peut-être faudrait-il tout simplement mettre au compte du nationalisme — ou du chauvinisme ? — perçan la présence ou l'hostilité que suscite le mouvement kurde. Tout dirigeant iranien, quelles que soient ses convictions, pourrait difficilement accepter, en tout cas telles qu'elles, les revendications du P.D.K.I., si légitimes que celles-ci puissent être. L'autonomie que revendique le parti de M. Abdi Ithman Ghassemlou est suffisamment étendue pour alimenter les craintes, très répandues, d'une éventuelle sécession.

L'instauration d'une République fédérée au sein de laquelle un « gouvernement national autonome du Kurdistan » — qui devrait s'étendre à « tous les territoires habités par les Kurdes » — contrôlerait toutes les branches de l'administration et de l'économie locales, exerçant une autorité souveraine sur les forces de la police et de la gendarmerie, lesquelles seraient constituées exclusivement de peshmergas kurdes, ressemblerait trop à une étape vers l'indépendance pour être acceptable aux yeux des Iraniens. À l'exception peut-être des activistes d'extrême gauche, d'autant moins que les Kurdes, d'Iran comme d'Irak, de Turquie ou de Byrie, estiment — sans doute à juste titre — que leur droit à l'autodétermination, et donc à la réunification et à la souveraineté nationale, n'est pas, dans l'absolu, discutabile.

Les dirigeants kurdes iraniens n'ont cessé de protester de leur bonne foi lorsqu'ils affirmaient

à la prise en charge du Kurdistan par les peshmergas, restait avec la même fermeté que le cheikh Hossaini les propositions du gouvernement central concernant une autonomie culturelle et administrative.

Ces propositions étaient bien en deçà du minimum que revendique le P.D.K.I. Toute la question est de savoir si, compte tenu du rapport des forces, les dirigeants kurdes pouvaient ou non les accepter comme base de négociations, voire comme point de départ à une autonomie plus étendue qu'ils obtiendraient progressivement. M. Ghassemlou, qui est connu pour son habileté politique, s'était prononcé en mars 1974 — alors qu'il se trouvait à Bagdad comme réfugié politique — en faveur de l'acceptation par le général Barzani du plan d'autonomie, lui aussi nettement insuffisant, que lui proposait le gouvernement irakien. Le secrétaire général du P.D.K.I. estimait alors que le général Barzani s'engageait, par son intransigeance, dans une « aventure » qui conduisait à la catastrophe.

Par un curieux retournement des choses, certains dirigeants kurdes d'Irak (ont aujourd'hui le même reproche à M. Ghassemlou. L'un d'eux nous déclarait le mois dernier : « Le P.D.K.I. devrait s'étendre coûte que coûte avec l'imam Khomeiny. L'accord ainsi conclu donnerait un précieux répit, non seulement aux Kurdes iraniens, mais aussi aux Kurdes d'Irak qui pourraient alors disposer en Iran d'une base opérationnelle contre le régime de Bagdad ».

C'est l'inverse qui risque aujourd'hui de se produire. Les gouvernements de Téhéran, de Bagdad et d'Ankara, face au danger commun qu'ils affrontent, pourraient s'entendre aux dépens de leurs populations kurdes respectives.

L'effondrement de la résistance dans les villes du Kurdistan iranien ne signifie pas, pour autant, la fin de la rébellion. Les peshmergas se sont retranchés dans

En rencontrant un membre du C...
M. Moshe Dayan semble se...
aux accusations d'...
adressées à J...
De notre cor...

Jérusalem. — M. Moshe Dayan vient de disputer la vedette au président Sadate, qui était attendu, ce mardi 4 septembre, en début d'après-midi, à Haïfa pour une nouvelle visite de quarante-huit heures en Israël. Cinq jours après sa rencontre à Gaza avec le Dr Haider Abdou Chafiq, personnalité proche de l'O.L.P. (le Monde du 31 août), le ministre israélien des affaires étrangères vient de confirmer l'importance de ce geste en s'entretenant, lundi soir, avec l'un des personnages les plus en vue du mouvement nationaliste palestinien en Cisjordanie, le Dr Ahmed Hamzeh-Matiché. L'entrevue a eu lieu à Hébron au siège de l'administration militaire israélienne et a duré près de deux heures.

Cette fois, le rendez-vous a été entouré de plus de discrétion qu'à Gaza et peu d'informations ont filtré sur la nature de la conversation. Il a seulement été révélé dans l'entourage du ministre des affaires étrangères que le Dr Hamzeh a rappelé son opposition au plan d'autonomie et a déclaré qu'il n'y a pas d'autre solution au problème palestinien que la création d'un Etat indépendant « aux côtés d'Israël ». Il a précisé la radio israélienne. Il n'a pas été possible de joindre le Dr Hamzeh pour obtenir confirmation de ses propos.

Le Dr Hamzeh n'est pas un « modéré » au sens où l'entendent la plupart des Israéliens. Sa personnalité, son engagement politique, ne donnent que plus de relief à la démarche de M. Dayan. Son interlocuteur est considéré, dans les territoires occupés, comme l'un des principaux représentants du parti communiste (qui est interdit selon la législation jordanienne toujours en vigueur sous l'occupation israélienne). Candidat à Hébron aux élections municipales de 1976, qui ont consacré la victoire des partisans de l'O.L.P. en Cisjordanie, le Dr Hamzeh a été — quelques jours avant le scrutin — expulsé par les autorités militaires vers le Liban. Par une mesure de clémence fort discutée en Israël le ministre de la défense, M. Ezer Weizman a autorisé son retour en Cisjordanie, en juillet 1978. Entre-temps, le Dr Hamzeh, qui n'avait pas cessé son action en deux ans d'exil, avait été désigné comme membre du Conseil national palestinien, organisme qui est en quelque sorte le Parlement du mouvement palestinien. En an-

des
is de
pro-

évo-
maa-
tagis-

outre
lorité
second
a ma-
ement
l'ave-
oligne-
profes-
nt la
suivant
t d'en
avec
lémen-
que le
exercé
congrés
conve-
charger
le juri-
collègue
à situa-
fâcheux
d'un
comme
gues et
osphère
jeune
liement
tourage
le plus
charge,
usuel à
sible que
soient
des be-
chaque

S E P

S'il est encore trop tôt pour dresser le bilan de la politique suivie par les dirigeants du mouvement autonomiste kurde, du moins peut-on tenter de dégager les premières leçons d'une entreprise qui vient de se solder par l'effondrement de la résistance des peshmergas (guérilleros) dans les principales villes du Kurdistan iranien.

Une analyse préalable du rapport des forces aurait peut-être pu éviter le désastre militaire. L'armée iranienne paraissait, à l'origine, incapable de mater l'insurrection. Sa politisation, l'indiscipline qui régnait dans ses rangs, le refus de nombre de ses unités, ces derniers mois, d'assumer le rôle de gendarme dans des conflits intérieurs, pouvaient laisser croire qu'elle se cantonnerait dans la prudente neutralité qui fut la sienne depuis l'instauration de la République islamique. Mais force est de constater aujourd'hui que l'ascendant de l'imam Khomeiny demeure sinon intact, du moins prédominant. L'ordre donné par le « guide de la révolution », le 17 août dernier, à l'armée de réduire l'insurrection a été largement suivi. Il a fallu moins de quinze jours aux forces de l'ordre pour s'emparer des divers bastions kurdes.

Les dirigeants du mouvement autonomiste avaient misé sur l'isolement apparent de l'imam Khomeiny et sur le soutien, politique ou militaire, qu'auraient pu leur fournir les diverses formations de l'opposition religieuse ou laïque. Là encore leur optimisme s'est révélé sans fondement. Leurs alliés les plus décidés de l'extrême gauche, en particulier les Fedayin du peuple, ont tout juste réussi à se réfugier dans la clandestinité. Les Moujahidin du peuple (musulmans progressistes) tout autant

favorables à l'autonomie du Kurdistan, ont évacué, sans coup férir, leur quartier général à Téhéran et observent, depuis lors, le silence. Les communistes du Toudeh, qui poursuivent leurs activités dans une semi-illégalité, se contentent de soutenir les « revendications légitimes » du peuple kurde, tout en récusant la démarche du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.). Quant au Front démocratique national de M. Matine-Daftari (centre gauche), dont la manifestation du 12 août avait fourni un prétexte aux intégristes musulmans pour déclencher une offensive générale contre leurs adversaires, il ne donne plus signe de vie après le passage de ses dirigeants dans la clandestinité.

Des revendications excessives ?

La déception des dirigeants kurdes a dû être bien plus profonde devant le retournement de l'ayatollah Taleghani. Considéré comme un homme de gauche, lié aux Moujahidin du peuple, il est, d'une manière générale, favorable aux aspirations des ethnies. Mais, estimant que la persistance de l'insurrection kurde ne pouvait que faire basculer l'Iran dans « le camp de la contre-révolution et de l'impérialisme », il a promptement dénoncé les dirigeants du P.D.K.I. comme des « traitres ».

Plus étonnante encore, dans une autre perspective, est l'attitude de l'ayatollah Charlat-Madari. Libéral de droite, adversaire déclaré de l'imam Khomeiny, il était allé, le mois dernier, jusqu'à menacer de soulever son Azerbaïdjan natal pour empêcher l'adoption d'une Consti-

tution qu'il n'a
Contre toute att
dressé, lui aussi, co
ment autonomiste
implicitement accu
dience étrangère
Charlat-Madari so
effet l'U.R.S.S. d'a
sance interposée (e
les noms de la Po
Tchécoslovaquie)
lequel est résolu
gauche.

Peut-être faudra
piment mettre s
nationalisme — o
nisme ? — pers
ou l'hostilité que
vement kurde. T
iranien, quelles
convictions, pourr
accepter, en tout
les revendications
légitimes que cel
paraître. L'auton
dique le parti de
man Ghassemlou
ment étendue pou
craintes, très ré
éventuelle sécessi

L'instauration d
fédérée au sein
« gouvernement
nome du Kurdi
devrait s'étendre
ritoires habités p
— contrôlant tou
de l'administrati
mie locales, exerc
souveraine sur le
police et de la g
quelles seraient c
sivement de pes
semblerait tre
vers l'indépenda
acceptable aux ye
à l'exception peu
vistes d'extrême
moins que les
comme d'Irak, de
Syrie, estiment
juste titre — q
l'autodéterminati
réunification et
nationale, n'est p
discutable.

Les dirigeants
n'ont cessé de p
bonne foi lorsq
n'être animés pa
séparatiste. On
pas comment ils

SEUIL

Anne

favorables à l'autonomie du Kurdistan, ont évacué, sans coup ferir, leur quartier général à Téhéran et observent, depuis lors, le silence. Les communistes du Toudéh, qui poursuivent leurs activités dans une semi-illégalité, se contentent de soutenir les « revendications légitimes » du peuple kurde, tout en récusant la démarche du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.). Quant au Front démocratique national de M. Matine-Daftari (centre gauche), dont la manifestation du 12 août avait fourni un prétexte aux intégristes musulmans pour déclencher une offensive générale contre leurs adversaires, il ne donne plus signe de vie après le passage de ses dirigeants dans la clandestinité.

Des revendications excessives ?

La déception des dirigeants kurdes a dû être bien plus profonde devant le retournement de l'ayatollah Taleghani. Considéré comme un homme de gauche, lié aux Mourabidin du peuple, il est, d'une manière générale, favorable aux aspirations des ethnies. Mais, estimant que la persistance de l'insurrection kurde ne pouvait que faire basculer l'Iran dans « le camp de la contre-révolution et de l'impérialisme », il a promptement dénoncé les dirigeants du P.D.K.I. comme des « traîtres ».

Plus étonnante encore, dans une autre perspective, est l'attitude de l'ayatollah Chariat-Madari. Libéral de droite, adepte déclaré de l'imam Khomeiny, il était allé, le mois dernier, jusqu'à menacer de soulever son Azerbaïdjan natal pour empêcher l'adoption d'une Consti-

tution qu'il n'approuve pas. Contre toute attente, il s'est dressé, lui aussi, contre le mouvement autonomiste kurde, qu'il a implicitement accusé d'être d'obédience étrangère. L'ayatollah Chariat-Madari soupçonnerait en effet l'U.R.S.S. d'aider, par pulsance interposée (on cite souvent les noms de la Pologne et de la Tchécoslovaquie) le P.D.K.I., lequel est résolument orienté à gauche.

Peut-être faudrait-il tout simplement mettre au compte du nationalisme — ou du chauvinisme ? — persan la méfiance ou l'hostilité que suscite le mouvement kurde. Tout dirigeant iranien, quelles que soient ses convictions, pourrait difficilement accepter, en tout cas telles quelles, les revendications du P.D.K.I., si légitimes que celles-ci puissent paraître. L'autonomie que revendique le parti de M. Abdel Rahman Ghassemlou est suffisamment étendue pour alimenter les craintes, très répandues, d'une éventuelle sécession.

L'instauration d'une République fédérée au sein de laquelle un « gouvernement national autonome du Kurdistan » — qui devrait s'étendre à « tous les territoires habités par les Kurdes » — contrôlant toutes les branches de l'administration et de l'économie locales, exerçant une autorité souveraine sur les forces de la police et de la gendarmerie, lesquelles seraient constituées exclusivement de peshmergas kurdes, ressemblerait trop à une étape vers l'indépendance pour être acceptable aux yeux des Iraniens. À l'exception peut-être des activistes d'extrême gauche. D'autant moins que les Kurdes d'Iran comme d'Irak, de Turquie ou de Syrie, estiment — sans doute à juste titre — que leur droit à l'autodétermination, et donc à la réunification et à la souveraineté nationale, n'est pas, dans l'absolu, discutable.

Les dirigeants kurdes iraniens n'ont cessé de protester de leur bonne foi lorsqu'ils affirmaient n'être animés par aucune velléité séparatiste. On ne voit d'ailleurs pas comment ils pourraient fon-

ction à la prise en charge du Kurdistan par les peshmergas, rejetait avec la même fermeté que le cheikh Hosseini les propositions du gouvernement central concernant une autonomie culturelle et administrative.

Ces propositions étaient bien en deçà du minimum que revendique le P.D.K.I. Toute la question est de savoir si, compte tenu du rapport des forces, les dirigeants kurdes pouvaient ou non les accepter comme base de négociations, voire comme point de départ à une autonomie plus étendue qu'ils obtiendraient progressivement. M. Ghassemlou, qui est connu pour son habileté politique, s'était prononcé en mars 1974 — alors qu'il se trouvait à Bagdad comme réfugié politique — en faveur de l'acceptation par le général Barzani du plan d'autonomie, lui aussi nettement insuffisant, que lui proposait le gouvernement irakien. Le secrétaire général du P.D.K.I. estimait alors que le général Barzani s'engageait, par son intransigeance, dans une « aventure » qui conduisait à la catastrophe.

Par un curieux retournement des choses, certains dirigeants kurdes d'Irak font aujourd'hui le même reproche à M. Ghassemlou. L'un d'eux nous déclarait le mois dernier : « Le P.D.K.I. devrait s'entendre coûte que coûte avec l'imam Khomeiny. L'accord ainsi conclu donnerait un précieux répit, non seulement aux Kurdes iraniens, mais aussi aux Kurdes d'Irak qui pourraient alors disposer en Iran d'une base opérationnelle contre le régime de Bagdad. »

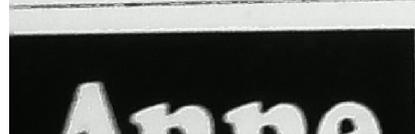
C'est l'inverse qui risque aujourd'hui de se produire. Les gouvernements de Téhéran, de Bagdad et d'Ankara, face au danger commun qu'ils affrontent, pourraient s'entendre aux dépens de leurs populations kurdes respectives.

L'effondrement de la résistance dans les villes du Kurdistan iranien ne signifie pas, pour autant, la fin de la rébellion. Les peshmergas se sont retranchés dans les montagnes et poursuivront vraisemblablement leurs opérations. En cherchant à imposer une

Israélien de confirmer l'importance de ce geste en s'entretenant, lundi soir, avec l'un des personnages les plus en vue du mouvement nationaliste palestinien en Cisjordanie, le Dr Ahmed Hamzeh-Natché. L'entrevue a eu lieu à Hébron, au siège de l'administration militaire israélienne et a duré près de deux heures.

Cette fois, le rendez-vous a été entouré de plus de discrétion qu'à Gaza et peu d'informations ont filtré sur la nature de la conversation. Il a seulement été révélé dans l'entourage du ministre des affaires étrangères que le Dr Hamzeh a rappelé son opposition au plan d'autonomie et aux accords de Camp David, et a déclaré qu'il n'y a pas d'autre solution au problème palestinien que la création d'un Etat indépendant «... aux côtés d'Israël », a précisé la radio israélienne. Il n'a pas été possible de joindre le Dr Hamzeh pour obtenir confirmation de ses propos.

Le Dr Hamzeh n'est pas un « modéré » au sens où l'entendent la plupart des Israéliens. Sa personnalité, son engagement politique, ne donnent que plus de relief à la démarche de M. Dayan. Son interlocuteur est considéré, dans les territoires occupés, comme l'un des principaux représentants du parti communiste (qui est interdit selon la législation jordanienne toujours en vigueur sous l'occupation israélienne). Candidat à Hébron aux élections municipales de 1976, qui ont consacré la victoire des partisans de l'O.L.P. en Cisjordanie, le Dr Hamzeh a été — quelques jours avant le scrutin — expulsé par les autorités militaires vers le Liban. Par une mesure de clémence fort discutée en Israël le ministre de la défense, M. Ezer Weizman a autorisé son retour en Cisjordanie, en juillet 1978. Entre-temps, le Dr Hamzeh, qui n'avait pas cessé son action en deux ans d'exil, avait été désigné comme membre du Conseil national palestinien, organisme qui est en quelque sorte le Parlement du mouvement palestinien. En annonçant la nouvelle, la presse israélienne a évidemment souligné la valeur de ce titre que le Dr Hamzeh est le seul à porter



Des revendications excessives ?

La déception des dirigeants kurdes a dû être bien plus profonde devant le retournement de l'ayatollah Taleghani. Considéré comme un homme de gauche, lié aux Moujahidin du peuple, il est, d'une manière générale, favorable aux aspirations des ethnies. Mais, estimant que la persistance de l'insurrection kurde ne pouvait que faire basculer l'Iran dans le camp de la contre-révolution et de l'impérialisme, il a promptement dénoncé les dirigeants du P.D.K.I. comme des « traîtres ».

Plus étonnante encore, dans une autre perspective, est l'attitude de l'ayatollah Chariat-Madari. Libéral de droite, adversaire déclaré de l'imam Khomeiny, il était allé, le mois dernier, jusqu'à menacer de soulever son Azerbaïdjan natal pour empêcher l'adoption d'une Consti-

légitime, que celles-ci puissent paraître. L'autonomie que revendique le parti de M. Abdel Rahman Ghassemlou est suffisamment étendue pour alléger les craintes, très répandues, d'une éventuelle sécession.

L'instauration d'une République fédérée au sein de laquelle un « gouvernement national autonome du Kurdistan » — qui devrait s'étendre à « tous les territoires habités par les Kurdes » — contrôlant toutes les branches de l'administration et de l'économie locales, exerçant une autorité souveraine sur les forces de la police et de la gendarmerie, lesquelles seraient constituées exclusivement de peshmergas kurdes, ressemblerait trop à une étape vers l'indépendance pour être acceptable aux yeux des Iraniens, à l'exception peut-être des activistes d'extrême gauche. D'autant moins que les Kurdes, d'Irak comme d'Irak, de Turquie ou de Syrie, estiment — sans doute à juste titre — que leur droit à l'autodétermination, et donc à la réunification et à la souveraineté nationale, n'est pas, dans l'absolu, discutable.

Les dirigeants kurdes iraniens n'ont cessé de protester de leur bonne foi lorsqu'ils affirmaient n'être animés par aucune velléité séparatiste. On ne voit d'ailleurs pas comment ils pourraient fonder un Etat viable, dépourvu d'importantes ressources naturelles et de débouchés maritimes, qui serait, en outre, assiégé par des pays qui leur sont hostiles. Ils ne peuvent non plus compter sur aucune aide étrangère. L'ancien chef de la rébellion kurde en Irak, le général Barzani, avait pu bénéficier du soutien matériel et logistique de la monarchie iranienne, des Etats-Unis et d'Israël. D'ailleurs dans des conditions très exceptionnelles et provisoires. Quant au P.D.K.I., il ne peut compter que sur ses propres forces. Les aurait-il dès lors surestimées ?

La leçon du passé

Dès la chute de la monarchie, il y a sept mois, les dirigeants kurdes ont mis en appli-

le général Barzani du plan d'autonomie, lui aussi nettement insuffisant, que lui proposait le gouvernement irakien. Le secrétaire général du P.D.K.I. estimait alors que le général Barzani s'engageait, par son intransigeance, dans une « aventure » qui conduisait à la catastrophe.

Par un curieux retournement des choses, certains dirigeants kurdes d'Irak font aujourd'hui le même reproche à M. Ghassemlou. L'un d'eux nous déclarait le mois dernier : « Le P.D.K.I. devrait s'entendre coûte que coûte avec l'imam Khomeiny. L'accord ainsi conclu donnerait un précieux répit, non seulement aux Kurdes iraniens, mais aussi aux Kurdes d'Irak qui pourraient alors disposer en Iran d'une base opérationnelle contre le régime de Bagdad. » C'est l'inverse qui risque aujourd'hui de se produire. Les gouvernements de Téhéran, de Bagdad et d'Ankara, face au danger commun qu'ils affrontent, pourraient s'entendre aux dépens de leurs populations kurdes respectives.

L'effondrement de la résistance dans les villes du Kurdistan iranien ne signifie pas, pour autant, la fin de la rébellion. Les peshmergas se sont retranchés dans les montagnes et poursuivront vraisemblablement leurs opérations. En cherchant à imposer une solution militaire à un problème éminemment politique, le régime islamique de Téhéran s'engage, lui aussi, dans une aventure qui, à la longue, pourrait sinon entraîner sa chute, du moins l'empêcher de régler les redoutables problèmes économiques et sociaux qu'il affronte.

ÉRIC ROULEAU.

A travers le monde Chili

● LE MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR) serait respon-

n'a pas été possible de joindre le Dr Hamzeh pour obtenir confirmation de ses propos.

Le Dr Hamzeh n'est pas un « modéré » au sens où l'entendent la plupart des Israéliens. Sa personnalité, son engagement politique, ne donnent que plus de relief à la démarche de M. Dayan. Son interlocuteur est considéré, dans les territoires occupés, comme l'un des principaux représentants du parti communiste (qui est interdit selon la législation jordanienne toujours en vigueur sous l'occupation israélienne). Candidat à Hébron aux élections municipales de 1976, qui ont consacré la victoire des partisans de l'O.L.P. en Cisjordanie, le Dr Hamzeh a été — quelques jours avant le scrutin — expulsé par les autorités militaires vers le Liban. Par une mesure de clémence fort discutée en Israël le ministre de la défense, M. Ezer Weizman a autorisé son retour en Cisjordanie, en juillet 1978. Entre-temps, le Dr Hamzeh, qui n'avait pas cessé son action en deux ans d'exil, avait été désigné comme membre du Conseil national palestinien, organisme qui est en quelque sorte le Parlement du mouvement palestinien. En annonçant la nouvelle, la presse israélienne a évidemment souligné la valeur de ce titre que le Dr Hamzeh est le seul à porter dans les territoires occupés et qui marque ses liens avec l'O.L.P.

Les observateurs israéliens continuent de se demander quelles sont les véritables intentions de M. Dayan. Après son entretien de Gaza, le ministre des affaires étrangères avait déclaré : « Je sais bien qui est le docteur Ab-

SYRIE

Après les émeutes

Deux mille parachutistes occu-

De notre cor-

Anne
gance
Clichy
acifique
roman

Chimie acifique

roman



des conditions très exceptionnelles et provisoires. Quant au P.D.K.I., il ne peut compter que sur ses propres forces. Les aurait-il dès lors surestimées ?

La leçon du passé

Dès la chute de la monarchie, il y a sept mois, les dirigeants kurdes ont mis en application un plan qui consistait à s'assurer le contrôle militaire, et parfois administratif, d'une bonne partie du territoire destiné, à leurs yeux, à devenir une république autonome. Des garnisons de l'armée ont été prises d'assaut et occupées. Les arsenaux capturés ont servi à armer quelque vingt à trente mille peshmergas qui, progressivement se sont substitués aux unités qui montaient la garde sur les frontières irakienne et turque. Dans les « îles » libérées, des armes ont été distribuées à la population et les boissons alcoolisées — interdites par les nouvelles autorités centrales — étaient librement vendues sur les marchés publics. Parti laïque s'il en est, le P.D.K.I. proclamait sa volonté de « séparer la religion de l'Etat ».

Plusieurs autres décisions prises par les dirigeants kurdes ont été perçues à Qom comme autant de défis à l'autorité de l'imam Khomeiny. Ils décrétèrent notamment le boycottage d'abord du référendum sur la « république islamique », en mars dernier, puis de l'élection, au début du mois dernier, de la Constituante. Il est vrai que, dans ce dernier cas, le secrétaire général du P.D.K.I., M. Ghassemlou, en se faisant élire, s'était apparemment désolidarisé du cheikh Ezzeddine Hosseini, autre dirigeant kurde qui avait lancé l'ordre de boycottage. Mais cette divergence a été interprétée comme étant de nature tactique, puisque M. Ghassemlou, tout en donnant sa cau-

A travers le monde

Chili

- LE MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR) serait responsable d'un attentat qui a gravement endommagé la centrale électrique d'Iquique, à environ 1200 kilomètres au nord de Santiago, selon des informations recueillies samedi 1^{er} septembre, à Arica, à proximité de la frontière péruvienne. — (A.F.P.)

Zimbabwe-Rhodésie

- LE COMMANDEMENT MILITAIRE du Zimbabwe-Rhodésie a annoncé, lundi 3 septembre, une nouvelle extension de la loi martiale, pourtant déjà imposée à 90 % du territoire. Un communiqué précise que les autorités de Salisbury s'attendent à une recrudescence des attaques de la guérilla pendant la conférence constitutionnelle convoquée à Londres, le 10 septembre. — (Reuter.)
- LE NOUVEAU DRAPEAU du Zimbabwe-Rhodésie a été hissé, dimanche 2 septembre, pour la première fois, sur un stade de Salisbury devant une foule évaluée à trente mille personnes. Ce drapeau remplace celui qui avait été introduit en 1970 par le Front rhodésien de l'ancien premier ministre, M. Ian Smith, lorsque la Rhodésie était devenue une république. Les couleurs du nouvel emblème sont le noir, le blanc, le rouge, le vert et l'or. — (A.F.P.)

SYRIE

Après les émeutes c

Deux mille parachutistes occup

De notre corre

Beyrouth. — La population a repris ses activités à Lattaquieh après les troubles confessionnels de la fin de la semaine dernière (le Monde du 4 septembre). Mais le climat reste très tendu. Le port, fermé vendredi et samedi, a été rouvert dimanche après-midi.

Un communiqué du ministre syrien de l'intérieur, M. Adnan Dabbagh, est venu confirmer implicitement lundi que le nombre des victimes excédait les deux morts annoncés officiellement la veille, puisque, après avoir fait référence nommément à ceux-ci — le cheikh Youssef Sarem et Nader Hosri, — le ministre a souligné qu'a un certain nombre d'innocents sont tombés victimes de cette tentative de semer des dissensions confessionnelles ».

Le calme a été rétabli par l'armée dans la principale ville du littoral syrien. Deux mille parachutistes seraient intervenus et le chef des forces spéciales, le frère du président Assad s'y serait rendu personnellement pour veiller au rétablissement de l'ordre. Cette intervention ne s'est cependant produite que samedi après-midi après que la ville eut été durant quarante-huit heures pratiquement livrée aux émeutiers, les forces locales ne parvenant pas à maîtriser la situation. Selon un voyageur arrivé lundi à Beyrouth, des explosions très violentes ont secoué Lattaquieh durant la nuit de vendredi à samedi, « rappe-
lant presque par leur intensité